

VOUS ÊTES UN PROFESSIONNEL COMMENT ADAPTER VOTRE ACTIVITÉ À CETTE MESURE ?

Obtenez une aide de la Métropole et de ses partenaires jusqu'à **18 000 €* et jusqu'à 5 véhicules par entreprise**, cumulable avec les aides de l'État, pour investir dans un véhicule utilitaire ou poids lourd faibles émissions (GPL, GNV, Électrique, Hydrogène) ou dans un vélo-cargo ou une remorque-vélo avec ou sans assistance électrique.

- Achat neuf ou occasion
- Adaptation de moteur
- Location Longue Durée (LLD)
- Location avec Option d'Achat (LOA)

*Pour les entreprises de moins de 250 salariés de la métropole.

Sollicitez des aides d'État et cumulez avec les avantages fiscaux proposés pour ce type de véhicule ainsi que la prime à la conversion.

Faites appel à un des 2 centres de distribution urbaine pour livrer vos marchandises ou matériaux dans la ZFE.

Faites appel à un conseiller en transition énergétique de véhicule, un service gratuit de la métropole.

Prochainement :

Trouvez plus facilement du GNV et de l'électricité avec le déploiement de stations supplémentaires de recharge.

CONTACTS ET DOSSIERS

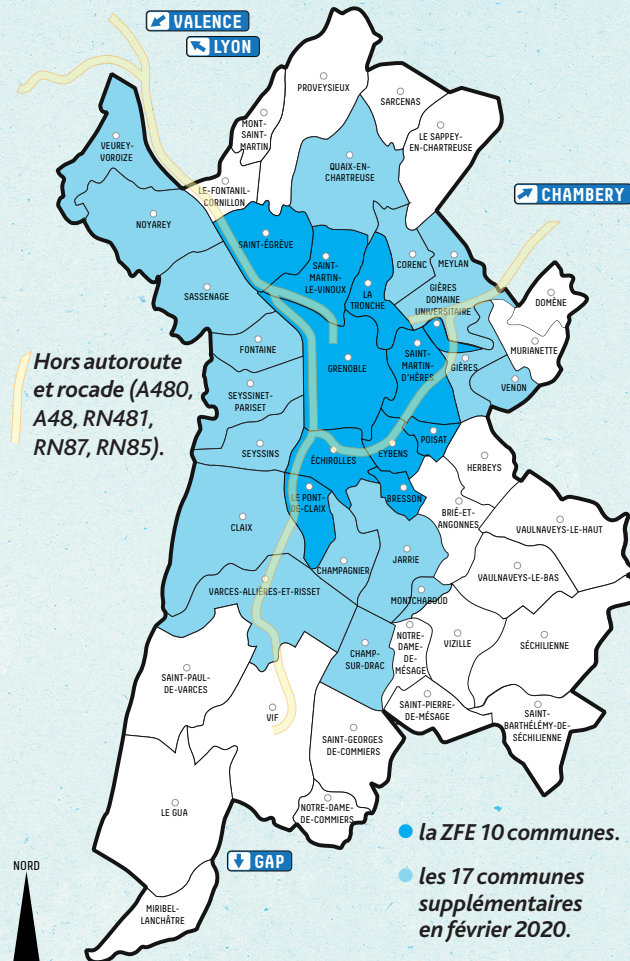


lametro.fr/zfe

DEMANDER directement une aide :
04 57 38 50 39
commerce.artisanat@lametro.fr

LE PÉRIMÈTRE

Les 27 communes concernées en février 2020:



POUR ALLER PLUS LOIN

- Pour savoir si vous êtes concerné
- Pour vous renseigner sur les aides
- Pour être conseillé sur les véhicules à faibles émissions



INTERROGEZ NOTRE ASSISTANT VIRTUEL ZFE SUR
lametro.fr/zfe

CONTACTEZ DIRECTEMENT LA MÉTROPOLE:
demarches.lametro.fr
rubrique mobilite

**GRENOBLE ALPES
MÉTROPOLE**

À partir de février 2020

Nouvelles conditions de circulation
pour les véhicules UTILITAIRES LÉGERS
ET POIDS LOURDS

LA ZONE
À FAIBLES
ÉMISSIONS
27 COMMUNES



Communauté
UNIVERSITÉ Grenoble Alpes SMMAG

UNE ZONE RÉSERVÉE AUX UTILITAIRES ET POIDS LOURDS LES MOINS POLLUANTS

— Dans la métropole grenobloise, la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds représente aujourd'hui la moitié de la pollution au dioxyde d'azote et 1/3 de la pollution aux particules fines.

Pour améliorer la qualité de l'air, Grenoble-Alpes Métropole et 10 communes de la Métropole ont mis en place une « Zone à Faibles Émissions » (ZFE) **depuis le 2 mai 2019**. L'accès à cette zone géographique est réservé aux poids lourds et véhicules utilitaires les moins polluants, selon un calendrier progressif de restriction.

A partir de février 2020, cette zone sera élargie à 27 communes.

OBJECTIF 2026

- Une baisse de 75% des émissions d'oxyde d'azote (NOx) dans la métropole grenobloise
- 0 habitant exposé à une pollution dépassant les seuils réglementaires
- La réduction des nuisances sonores



ATTENTION

La vignette Crit'Air est obligatoire pour tous les véhicules utilitaires et poids lourds en circulation ou en stationnement dans la ZFE.

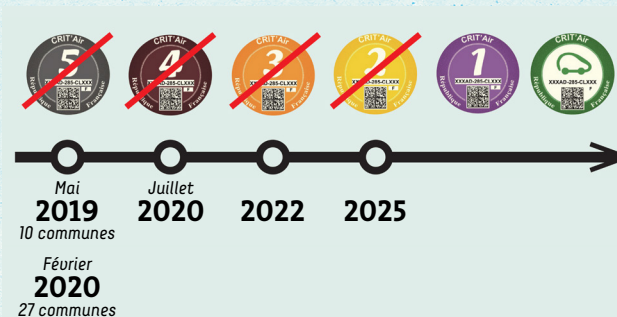
Commandez votre vignette en ligne ou remplissez le formulaire papier disponible sur : certificat-air.gouv.fr
(coût : 3,62€, envoi compris).

QUI EST CONCERNÉ ?

CATÉGORIE N (CTTE, VTSU, VTST, VASP, CAM OU TRR)
sur la CARTE GRISE

La Zone à Faibles Émissions concerne les véhicules utilitaires et poids lourds les plus polluants des professionnels et particuliers selon :

- Le classement par la Vignette Crit'Air de votre (vos) véhicule(s)
- Un calendrier progressif de mise en place jusqu'en 2025



Depuis le 2 mai 2019 : les utilitaires et poids lourds sans vignette ou disposant d'une vignette Crit'Air 5 ne peuvent plus circuler dans la ZFE 10 communes (carte au dos). En février 2020, cette interdiction sera élargie à 27 communes.

En juillet 2020 : les Crit'Air 4 seront interdits.

En 2022 : les Crit'Air 3.

En 2025 : les Crit'Air 2.

À cette échéance : l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules disposants de Crit'Air 1 et à motorisation électrique.

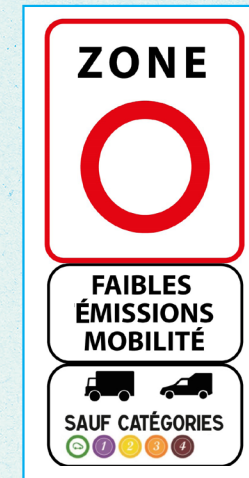
À NOTER

La ZFE concerne les véhicules destinés au transport de marchandises, que leur usage soit professionnel ou personnel.

La mesure concerne donc également les particuliers propriétaires ou louant ce type de véhicule.

QUAND S'APPLIQUE LA ZFE ?

— Afin d'agir sur la pollution de fond, la mesure est effective 7j/7 et 24h/24 toute l'année pour les véhicules concernés.



Le panneau réglementaire mis en place à l'entrée de la ZFE.

QUELLES SONT LES SANCTIONS ?

EN CAS DE NON RESPECT DE LA ZFE

- Le non-respect de la réglementation ou l'absence d'identification du véhicule par un certificat qualité de l'air, en circulation et en stationnement, expose le contrevenant à :
 - une amende de 3^{ème} classe pour un véhicule utilitaire léger, soit 68 euros,
 - une amende de 4^{ème} classe pour un poids-lourd, soit 135 euros (article R411-19-1 du code de la route).

Liste des dérogations à la Zone à Faibles Emissions (ZFE) Mobilité pour les Véhicules Utilitaires Légers et Poids Lourds

3 février 2020

Extrait de l'arrêté :

Dérogations prévues par la loi et la Métropole pour la durée de l'arrêté (10 ans)

La mesure instaurée ne s'applique pas aux :

- **Véhicules d'intérêt général prioritaire définis dans les paragraphes 6.4 et 6.5 de l'article R.311-1 du Code de la route, soit pour rappel :**

6.4. Véhicule d'intérêt général : véhicule d'intérêt général prioritaire ou bénéficiant de facilités de passage ;

6.5. Véhicule d'intérêt général prioritaire : véhicule des services de police, de gendarmerie, des douanes, de lutte contre l'incendie, d'intervention des services de déminage de l'État, d'intervention des unités mobiles hospitalières ou, à la demande du service d'aide médicale urgente, affecté exclusivement à l'intervention de ces unités et du ministère de la justice affecté au transport des détenus ou au rétablissement de l'ordre dans les établissements pénitentiaires ;

- **Véhicules d'intérêt général bénéficiant de facilités de passage définis dans le paragraphe 6.6 de l'article R311-1 du Code de la route, soit pour rappel :**

6.6. Véhicule d'intérêt général bénéficiant de facilités de passage : ambulance de transport sanitaire, véhicule d'intervention de sécurité des sociétés gestionnaires d'infrastructures électriques et gazières, du service de la surveillance de la Société nationale des chemins de fer français, du service de la surveillance de la Régie autonome des transports parisiens, de transports de fonds de la Banque de France, des associations médicales concourant à la permanence des soins, des médecins lorsqu'ils participent à la garde départementale, de transports de produits sanguins et d'organes humains, engin de service hivernal et, sur autoroutes ou routes à deux chaussées séparées, véhicule d'intervention des services gestionnaires de ces voies.

- **Véhicules du ministère de la défense**
- **Véhicules portant une carte de stationnement pour personnes handicapées prévue par l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles**
- **Véhicules affectés aux associations agréées de sécurité civile, dans le cadre de leurs missions ;**
- **Convois exceptionnels visés à l'article R433-1 du code la route munis d'une autorisation préfectorale ;**
- **Véhicules dont le propriétaire est convoqué par un service de l'État pour le contrôle de son véhicule munis de la convocation;**

- **Véhicules de collection**

Déroations locales pour une durée de 3 ans

La mesure instaurée ne s'applique pas, pendant une durée de 3 ans, à compter du 3 février 2020, aux :

- **Véhicules des commerçants ambulants non sédentaires titulaires d'une carte de commerçant non sédentaire en cours de validité ou d'une autorisation valide délivrée par une commune ou Grenoble-Alpes Métropole ;**
- **Véhicules affectés au transport d'animaux vivants ;**
- **Véhicules affectés aux transports de bois en grume ;**
- **Véhicules spécialisés non affectés au transport de marchandises tel que définis à l'annexe 5 de l'arrêté du 9 février 2009 susvisé, portant la mention VASP sur le certificat d'immatriculation, et aux laveuses et balayeuses ;**
- **Véhicules affectés au transport de marchandises dangereuses ;**
- **Aux véhicules citernes (CIT et CARB)**
- **Véhicules expressément autorisés dans le cadre d'événements ou de manifestations de type festif, économique, sportif ou culturel, faisant l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public et ce pour la durée de l'événement.**

Déroations individuelles à caractère temporaire

Des dérogations individuelles à caractère temporaire peuvent être délivrées aux :

- **Véhicules affectés à un service public, dans le cadre d'interventions ponctuelles ;**
- **Véhicules spécifiques dont les caractéristiques ne permettent pas un remplacement par un véhicule présentant des caractéristiques équivalentes respectant les restrictions sur le certificat de qualité de l'air (CQA), à condition que la carence du marché à proposer ce type de matériel soit démontrée par le demandeur et qu'il soit justifié que les caractéristiques en cause soient indispensables ou de nature expérimentale.**

La demande de dérogation individuelle doit être adressée par courrier au siège de la Métropole (à l'attention du service conservation du domaine public) ou par courriel (voirie@lametro.fr). Le dossier doit comprendre une copie du certificat d'immatriculation, une note explicitant la motivation de la demande de dérogation et tout document permettant de justifier la demande.

Tous les justificatifs ou dérogations individuelles doivent être affichés de façon visible derrière le pare-brise du véhicule ou présentés lors d'un contrôle.